



**CIHEAM**

International Centre for Advanced  
Mediterranean Agronomic Studies

## **Séminaire régional ENPARD Méditerranée**

*"Jeunes, femmes et développement rural: pour des politiques agricoles qui préparent l'avenir"*

*Bruxelles, le 6 Octobre 2016*

**Discours du Secrétaire Général du CIHEAM**

M. Cosimo Lacirignola

**Messieurs les Directeurs généraux,**

**Mesdames et Messieurs,**

**Chers partenaires,**

2

Je suis très heureux d'être parmi vous aujourd'hui à l'occasion de ce séminaire régional ENPARD Méditerranée « Jeunes, femmes et développement rural : pour des politiques agricoles qui préparent l'avenir ».

Le CIHEAM est au service de la Méditerranée, de son agriculture et de sa jeunesse depuis plus de cinquante ans. Et tout au long de ces années, notre Organisation n'a cessé de faire évoluer ses missions, ses priorités et ses modes d'intervention. Il fallait le faire en fonction des transformations à l'œuvre dans le secteur agricole et agro-alimentaire, en Méditerranée mais aussi dans le monde.

Sous l'impulsion de ses 13 Etats-membres, notre Organisation s'est repositionnée encore plus significativement au cours des 5 dernières années. Elle s'est donnée une nouvelle ambition à la hauteur des enjeux actuels. Le CIHEAM, c'est aussi un réseau de partenaires institutionnels que nous entendons renforcer et, aux premiers rangs de ces partenaires, je place la Commission européenne. Entre la politique agricole commune, la politique de voisinage, la politique de recherche et d'innovation ou encore la Stratégie Globale sur la Politique Etrangère et de Sécurité, nous avons de nombreuses raisons de travailler en étroite collaboration. Dans cette perspective, nous avons enclenché, à la demande de nos Etats membres, une démarche de reconnaissance auprès de la Commission européenne afin d'obtenir le statut d'Organisation internationale bénéficiant des dispositifs de coopération déléguée. Cela favorisera des actions synergiques et plus rapides pour répondre aux besoins de développement en Méditerranée.



La semaine passée, le Ministre albanais de l'agriculture Monsieur Edmond Panariti avait invité ses collègues ministres des Etats membres à Tirana pour la 11<sup>ème</sup> conférence ministérielle du CIHEAM, donnant des objectifs ambitieux à cette rencontre en mettant à l'ordre du jour la question des migrations de détresse en Méditerranée et l'Agenda 2025 de notre organisation.

Sans développement rural inclusif, sans systèmes agricoles performants et rémunérateurs, sans miser sur l'attractivité des territoires, des populations de plus en plus nombreuses quitteront les zones rurales notamment les plus jeunes. Les insécurités hydriques, foncières, climatiques et alimentaires peuvent catalyser ces migrations de détresse, vers les villes ou vers l'étranger. Nous parlons là de la Méditerranée, qu'elle soit balkanique, maghrébine, proche-orientale ou européenne, mais nous savons que le défi est plus large encore.

Si les causes des migrations de détresse peuvent être nombreuses, celles liées à l'agriculture, au développement rural, à la pêche familiale, voire aux changements climatiques doivent nous interroger car n'est-ce pas une des missions du CIHEAM que de former au développement et donc de contribuer, avec les autorités des Etats-membres et ses partenaires, à l'émergence de l'espoir pour des millions de ruraux qui rêvent d'une vie meilleure ?

L'Agenda stratégique du CIHEAM à l'horizon 2025 a été défini par le Conseil d'Administration de nos Etats membres et les équipes de notre Organisation, convaincus que nous sommes dans la nécessité de donner un cap, des priorités et un cadre logique d'intervention pour guider nos actions.

Cet Agenda 2025 représente aussi un cadre de coopération, ouvert à tous les pays et à toutes les institutions, pour décliner en Méditerranée les objectifs mondiaux de développement durable ainsi que les engagements pris à la COP21 à Paris et ceux qui le seront à la COP22 à Marrakech et favoriser des alliances concrètes entre les acteurs, publics et privés, engagés pour la paix, la croissance et le dialogue interculturel.



Reposant sur 4 piliers et s'articulant autour de 15 priorités thématiques, cet Agenda du CIHEAM pour 2025 offre une vision intégrée, intersectorielle et mobilisatrice pour travailler ensemble, réduire les incertitudes et construire par des actions concrètes un meilleur futur dans notre région méditerranéenne.

Cet Agenda est une innovation, mais nous avons eu l'ambition de l'englober dans ce que nous avons appelé le Plan d'action du CIHEAM pour la Méditerranée (PACMED), combinaison de notre Agenda stratégique avec 5 initiatives phares, inédites et à vocation régionale :

1. Une plate-forme de dialogue politique sur les facteurs de la migration rurale ;
2. Un pacte pour une agriculture et une alimentation durables ;
3. Une action forte en faveur de l'autonomisation des jeunes et des femmes en zone rurale ;
4. Une formation sur le « Zéro Gaspillage » en Méditerranée (ressources naturelles, alimentation, connaissances) ;
5. Une dynamique de Centres affiliés du CIHEAM dans les 9 Etats membres où il n'existe pas d'Instituts agronomiques méditerranéens du CIHEAM.

Le PACMED 2025 est un pari. C'est aussi une profonde conviction sur l'intérêt de la région à continuer, à travers notre Organisation, à montrer qu'il existe une Méditerranée solidaire, positive et agissant chaque jour sur des enjeux touchant au plus près les populations.

Mais le CIHEAM ne travaille jamais seul. A cet égard, je l'ai dit, la Commission européenne est un partenaire privilégié et je me réjouis que de nombreux programmes de recherche et de coopération soient conduits en collaboration.



Parmi tous ces programmes, l'initiative ENPARD Sud est particulièrement important car participatif et inclusif, s'attachant à réfléchir avec les autorités des pays bénéficiaires à chercher des voies adaptées de développement de l'agriculture et des territoires ruraux sans oublier la pêche en fonction des priorités, des politiques déjà engagées, des enjeux et des moyens de chacun.

Et, par-delà les dimensions agricoles et rurales, nous savons tous que l'initiative ENPARD est un outil global visant à la revitalisation économique des territoires, à la création d'emplois décents et à l'accroissement de la cohésion sociale et donc de la stabilité régionale.

Le CIHEAM, à travers son Institut de Montpellier, appuie depuis plus de quatre ans la Commission et les pays bénéficiaires (6 puis 8). J'en profite pour remercier les équipes qui se sont remarquablement mobilisées depuis ces années et fait le maximum pour répondre aux attentes.

La phase II se terminera dans quelques mois or, devant l'ampleur des enjeux que j'évoquais en préambule, il convient non seulement de ne pas cesser les efforts mais au contraire, de les redoubler. La semaine passée, à Tirana, le Ministre français de l'agriculture Stéphane Le Foll, appelait l'UE à accorder plus de moyens sur la question de l'agriculture et du développement rural en Méditerranée. Je relaie cette demande aujourd'hui et vous assure du soutien entier du CIHEAM dans cette entreprise, fort du chemin déjà parcouru ensemble.

Je disais tout à l'heure que le PACMED est un pari. Mais ne nous y trompons pas, le PACMED est aussi un combat pour faire reconnaître l'agriculture et le développement des territoires ruraux comme des facteurs clés de la sécurité et de la stabilité à long terme des pays et de la région méditerranéenne. Les jeunes et les femmes occupent une place centrale dans cette dynamique et à ce titre sont de parfaits indicateurs de réussite.

En effet, voir les jeunes revenir vers l'agriculture et s'y investir avec confiance et dynamisme, c'est avoir réussi à redonner au métier d'agriculteur toute sa noblesse et toute sa place dans la société. Voir les jeunes s'imaginer un avenir en milieu rural, c'est avoir réussi sa politique de développement territorial.



Mieux valoriser le rôle des femmes, contribuer à améliorer leurs conditions de vies et renforcer leur capacité d'action dans la sphère professionnelle, c'est réussir la construction d'un espace solide dans lequel cette moitié de la population peut s'exprimer et s'épanouir pleinement au bénéfice de la société dans son ensemble.

Le séminaire qui va démarrer nous invite à réfléchir à ces questions prioritaires pour le futur de nos territoires méditerranéens et européens et je vous souhaite à tous des échanges et des débats riches et fructueux.

